

Distr.
GENERALEA/5392/Rev.1
20 décembre 1962
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAISDix-septième session
Point 67 de l'ordre du jourBAREME DES QUOTES-PARTS POUR LA REPARTITION DES DEPENSES DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES : RAPPORT DU COMITE DES
CONTRIBUTIONSRapport de la Cinquième CommissionRapporteur : M. N. A. QUAO (Ghana)

1. A ses 975ème, 976ème, 977ème, 978ème et 982ème séances, tenues entre le 14 et le 19 décembre 1962, la Cinquième Commission a examiné le point 67 de l'ordre du jour intitulé "Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Comité des contributions"^{1/}. La Commission était saisie d'un projet de résolution déposé par l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/C.5/L.732 et Corr.1 et 2), ainsi que d'une note du Secrétariat (A/C.5/L.769) présentant, sous forme de résolution, les recommandations formulées dans son rapport par le Comité des contributions (A/5210).
2. Le Président du Comité des contributions, présentant le rapport, a expliqué qu'à sa session de 1962, le Comité avait examiné le barème des quotes-parts compte tenu des débats de la Cinquième Commission lors de la seizième session ainsi que des nouveaux renseignements dont il avait eu connaissance, comme l'Assemblée générale le lui avait demandé. L'une des principales questions soulevées à la Cinquième Commission avait trait à l'initiative prise par le Comité des contributions en vue d'assurer une meilleure comparabilité entre les statistiques du revenu national d'Etats Membres utilisant des définitions différentes de ce revenu. A sa session de 1961, le Comité avait décidé de tenir compte du fait que la valeur de certains services, qui est comprise dans le Système de comptabilité nationale de l'ONU appliqué par la majorité des Etats Membres, n'est pas comprise dans la notion de

^{1/} Documents officiels de l'Assemblée générale, Dix-septième session, Supplément No 10 (A/5210).

"produit matériel net" qu'utilisent les pays à économie planifiée. Etant donné la complexité du problème, le Comité avait agi avec prudence lorsqu'il avait opéré, en 1961, les ajustements qu'il jugeait nécessaires pour obtenir une meilleure comparabilité, et il avait cherché à atténuer l'effet de ces ajustements sur les quotes-parts des Etats Membres principalement intéressés. Le Président du Comité a ensuite fait observer que si les évaluations du revenu national étaient mentionnées dans le mandat du Comité comme constituant probablement le critère le plus juste pour déterminer la capacité de paiement relative des Etats Membres, il était néanmoins admis qu'elles ne pouvaient être considérées comme un instrument de mesure précis. Il incombait toutefois au Comité d'assurer une comparabilité aussi poussée que possible de façon à répartir les dépenses de l'Organisation des Nations Unies grosso modo, en fonction de la capacité de paiement. Avant sa session de 1962, le Comité avait espéré avoir à sa disposition une étude que devait effectuer un groupe d'économistes-statisticiens constitué par le Secrétaire général en vue d'aider le Secrétariat dans la préparation de la documentation destinée au Comité. Malheureusement, il n'avait pas été possible de constituer ce groupe d'experts, de sorte que le Comité n'avait pas pu disposer de l'étude en question au cours de ses débats. Après avoir examiné les divers aspects du problème de la comparabilité et les renseignements supplémentaires qui lui avaient été fournis, le Comité était arrivé à la conclusion qu'il ne fallait pas tenter de tenir compte de facteurs individuels tant qu'un accord plus large ne serait pas intervenu sur les notions à utiliser et les calculs à faire. Dans son rapport, il avait par conséquent recommandé que le Secrétaire général charge des experts d'étudier les divers systèmes de comptabilité nationale, et il espérait avoir connaissance des résultats de cette étude avant d'examiner à nouveau le barème des quotes-parts. Parlant des autres questions soulevées à la Cinquième Commission, le Président a indiqué que le Comité des contributions s'était préoccupé une fois de plus de l'importance qu'il convenait de donner à la désorganisation temporaire des économies nationales provoquée par la seconde guerre mondiale et à la capacité des Etats Membres à se procurer des devises. Il n'avait trouvé aucune raison de renoncer à ses conclusions antérieures, à savoir que les conséquences de la désorganisation provoquée par la guerre se reflétaient nettement dans les évaluations du revenu national et qu'il était impossible de prendre en considération de façon systématique

les difficultés que certains Etats éprouvaient à se procurer des devises, bien qu'il fût possible d'en tenir compte pour fixer les diverses quotes-parts. Les recommandations du Comité sur les quotes-parts des nouveaux Etats Membres et sur les autres questions dont il était saisi avaient été reproduites dans la note du Secrétariat (A/C.5/L.769).

3. Au cours de la discussion, de nombreuses délégations ont rendu hommage au Comité des contributions pour la conscience avec laquelle il s'était acquitté de sa tâche et pour l'impartialité et l'objectivité dont il avait toujours fait preuve en établissant le barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'ONU; d'autres délégations se sont élevées contre cette appréciation des travaux du Comité.

4. Plusieurs délégations n'ont pu accepter les conclusions du Comité des contributions sur certains facteurs expressément mentionnés dans son mandat. Elles ont soutenu que les conséquences de la deuxième guerre mondiale se faisaient encore fort sentir dans leurs pays, qui avaient souffert la perte de millions de vies humaines et subi des destructions matérielles sans précédent. D'autre part, de nombreux Etats Membres éprouvaient encore de très grandes difficultés à obtenir des devises, notamment des dollars des Etats-Unis, monnaie dans laquelle ils devaient verser leurs contributions à l'Organisation.

5. Un certain nombre de délégations ont présenté des observations sur la façon dont les impôts étaient traités dans les estimations du revenu national qui constituaient la base du barème des quotes-parts. Elles ont fait valoir qu'avant d'essayer d'ajuster les estimations du revenu national des pays à économie planifiée, il aurait été préférable de disposer de l'étude d'experts sur tous les problèmes techniques en cause qui était maintenant demandée. Selon elles, la comparabilité des agrégats du revenu national des Etats Membres laissait à désirer en raison de la différence de traitement des impôts dans le revenu national des Etats Membres lorsqu'on évaluait ce revenu au coût des facteurs; cette différence de traitement jouait au détriment des Etats Membres qui utilisaient un système de comptabilité nationale fondé sur le "produit matériel net". D'après ces délégations, le Comité des contributions aurait dû se fonder, pour établir les quotes-parts, sur le revenu national de tous les Etats Membres évalué aux prix du marché.

6. On a également déclaré que le Comité des contributions avait, depuis 1947, systématiquement recommandé d'abaisser les quotes-parts des Etats-Unis et d'autres pays occidentaux, alors que les quotes-parts des pays socialistes avaient été considérablement augmentées, bien que le nombre des Etats Membres de l'Organisation eût plus que doublé. Ces augmentations étaient injustes et excessives et le fait que les quotes-parts au budget de l'ONU servaient aussi de base pour établir les quotes-parts des membres des institutions spécialisées aggravait encore les conséquences de cet état de choses. Que la quote-part des Etats-Unis eût été ramenée à 32,02 p. 100 était d'autant plus surprenant que le versement de sa contribution en dollars ne soulevait aucune difficulté pour ce pays, qui tirait un important avantage du fait que le Siège de l'ONU se trouvait à New York. De plus, à se fonder sur les statistiques officielles et sur la capacité de paiement, la quote-part des Etats-Unis devrait atteindre 38,5 p. 100.

7. Se référant à la quote-part des Etats-Unis, le représentant de l'URSS, présentant le projet de résolution de sa délégation, a déclaré que la raison de l'accroissement progressif des contributions mises à la charge de l'Union soviétique et des autres pays de l'Europe de l'Est, se trouvait surtout dans la décision de l'Assemblée générale [résolution 1137 (XII)] selon laquelle la contribution maximum d'un Etat Membre ne devait pas dépasser 30 p. 100 du total. Le projet de résolution de l'URSS (A/C.5/L.732 et Corr.1) se lisait comme suit :

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 14 A (I) du 13 février 1946,

Confirmant les principes énoncés au paragraphe 13 de la section 2 du chapitre IX du rapport de la Commission préparatoire des Nations Unies, adoptés sous la forme du paragraphe 3 de ladite résolution, selon laquelle les dépenses de l'Organisation doivent être réparties, d'une manière générale, selon la capacité de paiement, ainsi que les facteurs principaux à faire entrer en ligne de compte pour éviter des anomalies dans la répartition découlant des évaluations comparées du revenu national, à savoir :

/...

- a) Le revenu comparé par habitant;
- b) La désorganisation temporaire des économies nationales provoquée par la deuxième guerre mondiale;
- c) La mesure dans laquelle les Membres peuvent se procurer des devises étrangères;

1. Décide d'abroger les dispositions pertinentes des résolutions 238 (III) du 18 novembre 1948, 665 (VII) du 5 décembre 1952 et 1137 (XII) du 14 octobre 1957, concernant la répartition, entre les Etats Membres, des dépenses de l'Organisation des Nations Unies et la fixation de la contribution maximum d'un Etat Membre;

2. Charge le Comité des contributions de présenter à la dix-huitième session de l'Assemblée générale un barème révisé des quotes-parts pour l'année 1964 et les années suivantes, en tenant compte de la suppression du maximum pour la contribution d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies.

8. Au cours du débat, plusieurs délégations se sont déclarées très en faveur du projet de résolution de l'URSS. A leur avis, le principe du plafond pour la contribution de l'Etat dont la quote-part était la plus élevée devait être aboli car il était incompatible avec ce qu'elles considéraient comme le principe fondamental, à savoir que le barème des quotes-parts devait être fixé conformément à certains facteurs déterminés qu'indiquait le projet de résolution de l'URSS.

9. D'autres délégations ont appuyé les recommandations du Comité des contributions. Elles ont souligné qu'à la session précédente, certaines délégations s'étaient plaintes de ce que le Comité des contributions n'avait pas suffisamment tenu compte des statistiques des pays à économie planifiée et qu'il avait, de ce fait, fixé pour ces pays des quotes-parts trop élevées. Soucieuse d'éviter toute injustice grave dans le barème des quotes-parts, l'Assemblée générale avait demandé au Comité des contributions de réexaminer ce barème à la lumière des discussions à la Cinquième Commission pendant la seizième session et de tous autres renseignements qui pourraient être mis à sa disposition. Certaines délégations ont regretté que - du fait de la non-participation de l'URSS - il n'ait pas été possible de créer le groupe d'économistes statisticiens dont on avait proposé qu'il étudie le problème de la comparabilité, ce qui eût facilité la tâche du Comité. Elles ont appuyé la conclusion du Comité selon laquelle tant qu'un accord plus large ne se serait pas fait sur les notions à utiliser et les calculs à faire, il était inutile d'essayer de procéder à des ajustements au titre de facteurs individuels. Elles ont noté avec satisfaction que le Comité recommandait au Secrétaire général de charger des experts de faire une étude des divers systèmes de comptabilité nationale en vue d'obtenir un avis autorisé sur tous les problèmes pertinents de comparabilité, avant que le barème des quotes-parts ne fasse l'objet d'un nouvel examen. Elles ont également marqué leur accord sur la conclusion du Comité des contributions selon laquelle les statistiques /...

actuelles du revenu national permettaient de tenir suffisamment compte des conséquences de la désorganisation provoquée par la deuxième guerre mondiale qui pourraient continuer à se faire sentir. Cette conclusion avait été acceptée par l'Assemblée générale dès 1951. En ce qui concerne les difficultés dues au manque de devises, il a été souligné que l'on avait tenu compte de ce problème en fixant les quotes-parts de chaque Etat Membre. En outre, il était possible à tous les Etats Membres de payer une partie de leur contribution en des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis, et l'on s'efforçait d'améliorer encore les arrangements existants sur ce point.

10. Un certain nombre de délégations ont déclaré qu'elles ne pouvaient pas accepter le projet de résolution présenté par l'URSS, lequel visait essentiellement à supprimer le plafond fixé pour la contribution maximum de chaque Etat Membre. Le principe du plafond avait été inclus dans le mandat original du Comité des contributions, tel qu'il était défini dans le rapport de la Commission préparatoire^{2/} et tel qu'il avait été adopté par l'Assemblée générale pendant la première partie de sa première session [résolution 14 A (I)]. L'Assemblée générale avait ainsi reconnu dès le début que, dans une organisation composée d'Etats souverains et égaux, aucun Etat Membre ne devait supporter une part excessive des dépenses. Bien que la capacité de paiement fût le facteur principal, le nombre des Membres de l'Organisation jouait également un rôle important. Alors que le nombre des Etats Membres s'était élevé de 51 en 1946, à 110, la quote-part des Etats-Unis d'Amérique avait été progressivement réduite, par décision de l'Assemblée générale, de 39,89 p. 100 à 32,02 p. 100; d'ailleurs, aux termes de la résolution 1137 (XII) de l'Assemblée générale, elle ne devrait, en principe, pas dépasser 30 p. 100.

11. D'autres délégations, sans appuyer le projet de résolution de l'URSS, se sont prononcées toutefois en faveur d'un réexamen des divers principes utilisés pour établir le barème, comme le Comité des contributions le suggérait au paragraphe 12 de son rapport (A/5210). Elles ont souligné que ces principes avaient été mis au point au cours des années et qu'il importait de ne pas rompre l'équilibre délicat qui avait été atteint. A cet égard, l'avis a été exprimé qu'en donnant suite aux résolutions de l'Assemblée générale demandant au Comité des

^{2/} Rapport de la Commission préparatoire des Nations Unies (PC/20), Chapitre IX, section 2, par. 13 et 14.

contributions de prêter une attention particulière aux pays dont le revenu par habitant était faible et d'appliquer à ces pays les principes du plafond et du maximum par habitant, il fallait également tenir compte des pays à revenu moyen, lesquels n'étaient pas protégés par ces directives.

12. Les membres de la Commission ont été unanimes à considérer que si, à la suite d'une nouvelle étude d'experts et de renseignements communiqués par des Etats Membres, des ajustements semblaient nécessaires, le Comité des contributions saurait le reconnaître, et qu'il fallait prier le Comité d'adresser à l'Assemblée générale, pour la dix-huitième session, un rapport accompagné, le cas échéant, de recommandations sur les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter au barème des quotes-parts. On a donc exprimé l'espoir que, dans un esprit de coopération, il serait possible de convenir d'un texte à insérer dans le rapport de la Cinquième Commission et qui exprimerait l'opinion générale.

13. Après un nouvel échange de vues, le représentant de l'URSS, en réponse à un appel du représentant du Mali, a décidé, par souci de coopération, de retirer le projet de résolution de sa délégation (A/C.5/L.732 et Corr.1), étant entendu - et d'autres délégations ont appuyé cette interprétation - que la question serait renvoyée au Comité des contributions pour examen. Plusieurs délégations ont souligné qu'elles ne pouvaient accepter que le projet de résolution de l'URSS fût renvoyé en tant que tel au Comité des contributions pour examen, mais qu'elles ne verraient pas d'objection à ce qu'il fût renvoyé au Comité en tant que partie du rapport de la Cinquième Commission.

14. Le Président de la Cinquième Commission, résumant le débat, a déclaré que si certaines délégations appuyaient le projet de résolution de l'URSS - qui avait été retiré à condition que la question fût renvoyée au Comité des contributions - d'autres estimaient qu'il ne fallait pas tenter de formuler certaines des directives de la Cinquième Commission sans faire entrer en ligne de compte tous les éléments de la question. Il a suggéré au Secrétariat de consulter les délégations intéressées en vue de préparer un texte susceptible de recueillir l'appui général de la Commission.

Contribution des nouveaux Membres pour l'année de leur admission

15. Le représentant du Royaume-Uni, rappelant la proportion de la contribution payée par d'autres Etats Membres pour l'année de leur admission, a suggéré et, à la 978ème séance, formellement proposé, que les quatre nouveaux Membres (Mauritanie, Mongolie, Sierra Leone et Tanganyika), dont il était alors question, /...

versent pour l'année 1961 une contribution d'un neuvième de leur quote-part pour l'année entière, au lieu d'un sixième comme l'avait recommandé le Comité des contributions.

La Cinquième Commission a unanimement accepté la réduction proposée du taux de contribution des nouveaux Membres pour l'année de leur admission, analogue à celle accordée à tous les Membres admis à l'Organisation depuis 1955.

Recouvrement des contributions en des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis

16. La Commission a pris note du chapitre VII du rapport du Comité des contributions (A/5210), relatif à son étude des dispositions prises en vue de faciliter le paiement des contributions des Etats Membres en des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis. Elle a émis l'espoir que de nouvelles dispositions seraient prises qui augmenteraient le nombre et les montants actuels des monnaies acceptables, facilitant ainsi le paiement des contributions par les Etats Membres. On a toutefois souligné que, dans ces dispositions, il serait nécessaire de protéger l'Organisation des Nations Unies contre les pertes de change, et qu'il faudrait, en tout état de cause, éviter d'accepter des monnaies non convertibles que l'Organisation ne pourrait trouver à employer et des mesures qui se révéleraient peu économiques.

Décisions de la Cinquième Commission

17. A la 982ème séance, le Président, par une note portant la cote A/C.5/L.775, a présenté à l'examen de la Cinquième Commission, sous forme de résolution, un texte qui pourrait servir de base à une décision. La note reproduisait :

- a) Les recommandations faites par le Comité des contributions dans son rapport (A/5210) et amendées par la décision, prise à la 978ème séance, quant au calcul des quotes-parts de la Mauritanie, de la Mongolie, du Sierra Leone et du Tanganyika pour l'année de leur admission, et
- b) Un certain nombre de suggestions faites officieusement par divers membres de la Commission.

18. La Commission a décidé de voter sur le projet de résolution présenté dans la note A/C.5/L.775 du Président.

Le projet de résolution a fait l'objet d'un vote sur l'ensemble et a été adopté à l'unanimité.

19. En conséquence, la Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

/...

PROJET DE RESOLUTION

BAREME DES QUOTES-PARTS POUR LA REPARTITION DES DEPENSES DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Comité des contributions (A/5210),

1. Décide que les quotes-parts de la Mauritanie, de la Mongolie, du Sierra Leone et du Tanganyika seront les suivantes :

| | <u>Pourcentages</u> |
|--------------|---------------------|
| Mauritanie | 0,04 |
| Mongolie | 0,04 |
| Sierra Leone | 0,04 |
| Tanganyika | 0,04 |

~~Ces quotes-parts viendront s'ajouter aux 100 p. 100 du barème des quotes-parts~~
pour 1962, 1963 et 1964 figurant au paragraphe 1 de la résolution 1691 A (XVI) du 18 décembre 1961 et seront appliquées aux mêmes montants à recouvrer que celles de tous les autres Etats Membres;

2. Décide qu'étant donné que le Sierra Leone est devenu Membre de l'Organisation des Nations Unies le 27 septembre 1961, que la Mauritanie et la Mongolie sont devenues Membres le 27 octobre 1961 et que le Tanganyika est devenu Membre le 14 décembre 1961, ces Etats verseront, pour l'année de leur admission, une contribution égale au neuvième de la somme obtenue par l'application au montant net du budget de l'exercice 1961 du pourcentage qui leur est affecté pour 1962;

3. Décide que la contribution conjointe de 0,30 p. 100 de la Syrie et de la République arabe unie figurant au paragraphe 1 de la résolution 1691 A (XVI) qui indique le barème des quotes-parts pour 1962-1964, sera répartie entre ces deux Etats comme suit :

| | <u>Pourcentages</u> |
|-----------------------|---------------------|
| République arabe unie | 0,25 |
| Syrie | 0,05 |

4. Décide que, pour la Mauritanie, la Mongolie, le Sierra Leone et le Tanganyika, les avances au Fonds de roulement prévues à l'article 5.8 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies s'élèveront, dans chaque cas, à 0,04 p. 100 du montant total du Fonds et viendront s'ajouter au montant autorisé du Fonds en attendant qu'il soit tenu compte des quotes-parts des quatre nouveaux Etats Membres dans les 100 p. 100 du barème;

5. Prie le Secrétaire général de faire faire par des experts une étude des divers systèmes de comptabilité nationale, en vue d'obtenir un avis autorisé sur tous les problèmes pertinents de comparabilité qui se poseront lors de l'établissement des données statistiques que le Comité des contributions utilisera lorsqu'il examinera à nouveau le barème des quotes-parts;

6. Invite le Secrétaire général à transmettre au Comité des contributions le compte rendu des débats et le rapport de la Cinquième Commission à la dix-septième session sur le barème des quotes-parts;

7. Prie le Comité des contributions, à la lumière des résultats de l'étude faite par des experts conformément au paragraphe 5 ci-dessus et de tous autres renseignements que les Etats Membres pourront lui communiquer, de rendre compte à la dix-huitième session de l'Assemblée générale en présentant toutes recommandations qui paraîtraient justifiées, touchant des modifications éventuelles du barème des quotes-parts.

~~MEETING~~

[illegible]